

Cote du document: EB 2015/LOT/G.18
Date: 12 novembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à la Fondation PRISMA à l'appui du Programme en faveur de la concertation régionale sur les questions rurales – Amérique centrale et République dominicaine

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Glayson Ferrari dos Santos
Chargé de programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: + 502 2384 3100
courriel: g.ferraridosantos@ifad.org

Lauren M. Phillips
Spécialiste technique supérieure – Politiques
téléphone: +39 06 5459 2877
courriel: l.phillips@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2
Annexe	
Fondation PRISMA: Appui au Programme en faveur de la concertation régionale sur les questions rurales – Amérique centrale et République dominicaine	3
Appendice	
Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)	1

Sigles et acronymes

CAC	Conseil agricole d'Amérique centrale
PDRR	Programme en faveur de la concertation régionale sur les questions rurales
PRISMA	Programme de recherche salvadorien sur le développement et l'environnement
REAF	Réunion spécialisée sur l'agriculture familiale
RIMISP	Centre latino-américain pour le développement rural

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à la Fondation PRISMA à l'appui du Programme en faveur de la concertation régionale sur les questions rurales – Amérique centrale et République dominicaine, telle qu'elle figure au paragraphe 5.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à la Fondation PRISMA à l'appui du Programme en faveur de la concertation régionale sur les questions rurales – Amérique centrale et République dominicaine

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé d'accorder un don du FIDA d'un montant de 1,5 million d'USD au titre du guichet mondial/régional à la Fondation PRISMA, à l'appui du Programme en faveur de la concertation régionale sur les questions rurales – Amérique centrale et République dominicaine. La proposition de don figure en annexe au présent rapport.
2. Les dons du FIDA ont pour but d'élargir et de valoriser significativement le soutien apporté à l'agriculture paysanne et à la transformation du monde rural, contribuant de la sorte à l'éradication de la pauvreté rurale, au développement de l'agriculture durable ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition à l'échelle mondiale. Pour atteindre ces objectifs, les dons du FIDA doivent respecter les trois principes fondamentaux suivants: i) apporter une contribution significative à un bien public national, régional ou mondial en rapport avec le mandat du FIDA; ii) se concentrer sur les interventions pour lesquelles le financement sous forme de dons offre clairement une valeur ajoutée et un avantage comparatif par rapport aux prêts ordinaires; et iii) ne pas se substituer aux ressources ordinaires du budget administratif du FIDA.
3. Les objectifs du financement du FIDA sous forme de dons sont les suivants: i) promouvoir des démarches et des technologies innovantes, utiles aux pauvres et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle pour accroître l'impact; ii) renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; iii) accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques; et iv) générer des savoirs et les partager au profit de l'impact de développement. Les populations rurales pauvres et leurs organisations devraient être au cœur de chaque proposition de don afin que le FIDA remplisse son mandat en aidant ces populations à améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, à accroître leurs revenus et à renforcer leur résilience.
4. Le programme proposé est conforme au but stratégique et aux objectifs du financement du FIDA sous forme de dons, tels qu'énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons. Il vise à soutenir les politiques et les processus de planification qui permettent, tant au niveau local que national, la participation effective des populations rurales pauvres, et qui renforcent de la sorte les organisations et institutions qui défendent les intérêts de ces populations. Le programme proposé est également conforme à la stratégie du FIDA qui préconise d'utiliser les dons comme levier pour promouvoir les activités innovantes afin d'améliorer les perspectives qui s'offrent à ses groupes cibles en s'appuyant sur les projets d'investissement du FIDA. Dans le cadre de l'axe stratégique d'intervention du FIDA qui porte sur l'appui à l'agriculture familiale, le programme contribue à diversifier le

soutien que le Fonds apporte aux pays à revenu intermédiaire d'Amérique latine et des Caraïbes afin d'accroître l'investissement public et privé en faveur de l'agriculture familiale.

Deuxième partie – Recommandation

5. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie l'appui au Programme en faveur de la concertation régionale sur les questions rurales – Amérique centrale et République dominicaine, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à la Fondation PRISMA pour trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Fondation PRI SMA: Appui au Programme en faveur de la concertation régionale sur les questions rurales – Amérique centrale et République dominicaine

I. Généralités

1. En 2007, les organisations professionnelles et sociales représentant les exploitations agricoles de petite et moyenne dimension et les peuples autochtones d'Amérique centrale ont créé un espace de concertation sur les politiques publiques – le Programme en faveur de la concertation régionale sur les questions rurales (PDRR) – qui a bénéficié du soutien technique et financier du FIDA ainsi que de l'appui technique de l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA). Depuis sa mise en place, le PDRR poursuit un objectif d'ensemble qui consiste à améliorer les politiques encadrant l'agriculture familiale et le développement rural en Amérique centrale. Il a instauré un cadre officiel dans lequel les organisations paysannes et les organisations autochtones peuvent évoquer avec les autorités locales et nationales les questions de politiques et de réglementation.
2. Le PDRR est doté d'une structure de gouvernance à plusieurs niveaux, ce qui permet d'aborder les questions qui se posent aussi bien sur le plan régional qu'à l'échelon national; la structure comprend des comités nationaux à l'échelon national, et une assemblée générale et un conseil d'administration au niveau régional. Le PDRR a des partenaires nationaux dans la plupart des pays membres du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), plus précisément au Belize, au Costa Rica, en El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Panama et en République dominicaine.
3. Depuis sa création, le PDRR entretient un dialogue étroit avec le Conseil agricole d'Amérique centrale (CAC) sous forme de débats auxquels assistent les représentants des organisations qui participent au PDRR, et grâce à la mise en place d'un canal de communication et de coordination étroites avec le SECAC (le secrétariat exécutif du CAC). Le CAC considère le PDRR comme le principal espace régional de concertation entre les exploitants familiaux et les pouvoirs publics d'Amérique centrale. Il a d'ailleurs chargé le SECAC de concevoir, en collaboration avec le PDRR, un plan d'action pour l'agriculture familiale, ce qui témoigne également de l'importance qu'il reconnaît à l'agriculture familiale en Amérique centrale.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Depuis plus de 10 ans, le FIDA encourage la participation à l'élaboration des politiques en Amérique latine, et en particulier la concertation sur les questions qui concernent l'agriculture familiale et le développement rural. Dans la région, au moins deux modèles se sont avérés efficaces pour encourager la concertation (et le renforcement des capacités institutionnelles des organisations paysannes). Le premier vise à faciliter la concertation et l'harmonisation des politiques au niveau régional. Le meilleur exemple en est la Réunion spécialisée sur l'agriculture familiale (REAF) du Marché commun du Sud (MERCOSUR). Créée en 2004 avec l'appui du FIDA, la REAF, qui a pour mission d'analyser les politiques, mesures et projets ayant trait à l'agriculture familiale dans les pays du MERCOSUR et de formuler des recommandations à ce sujet, a obtenu d'excellents résultats. Le PDRR a collaboré avec la REAF à plusieurs reprises et, comme expliqué ci-après, le don proposé a notamment pour but d'encourager une intensification de la coopération et de l'apprentissage réciproque entre ces deux plateformes.
5. Dans un autre ordre d'idées, un second modèle, mis au point plus récemment avec le concours d'un don du FIDA au Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP), met l'accent sur la promotion de la concertation entre les hauts responsables et les parties prenantes nationales concernées dans un certain

nombre de pays d'Amérique latine (Colombie, Équateur, El Salvador et Mexique). Ce modèle a lui aussi permis d'obtenir un certain nombre de succès (qui ont eu peu d'écho) en favorisant l'adoption d'un ensemble de politiques publiques plus inclusives en matière de développement rural.

6. Bien qu'aucune de ces deux stratégies ne fonctionne de manière autonome (elles ont été appliquées dans le cadre plus large du programme de prêts et dons du FIDA dans la région, dont de nombreux éléments concernent également la participation à la réflexion sur des questions de politique analogues), elles représentent deux méthodes différentes pour obtenir l'élaboration de politiques inclusives sur les questions intéressant l'agriculture familiale et le développement rural.
7. Ce don a pour objet de relever le défi que représente l'instauration d'un système de concertation et de participation à l'élaboration des politiques adapté à l'Amérique centrale, où le FIDA ne s'est pas encore attaché à intensifier au niveau régional la concertation sur le développement rural (excepté avec l'intégration d'El Salvador au Groupe de concertation sur les questions rurales constitué à l'échelle régionale). Aussi le présent don est-il l'occasion pour le FIDA de tirer parti des expériences menées dans d'autres pays d'Amérique latine qui ont donné de bons résultats, de continuer de soutenir un réseau prometteur de concertation sur les politiques (le PDRR), de consolider les actions déjà menées, de combiner des approches qui ont donné de bons résultats au niveau régional et national, et d'expérimenter des démarches de manière à savoir laquelle a le plus de chances de réussir en Amérique centrale, une région confrontée à un certain nombre de défis communs où il est nécessaire de renforcer la coordination portant sur les cadres d'action.
8. Compte tenu de ce qui précède, il convient de renforcer l'aptitude du PDRR à mettre au point un dispositif approprié d'élaboration de propositions qui prennent en considération les intérêts des organisations concernées – et qui seront ensuite arrêtées par les organisations participantes. Parallèlement, il sera utile d'ouvrir aux organisations participantes au niveau national et régional un espace de concertation et de négociation plus pérenne. Cela pourrait également permettre de renforcer les plateformes de concertation et de négociation existantes dans le cadre des processus d'intégration qui sont à l'œuvre en Amérique centrale.

III. Le programme proposé

9. L'objectif global du programme est de renforcer les capacités institutionnelles et la vision stratégique du PDRR et des organisations qui travaillent sur le thème de l'agriculture familiale en Amérique centrale et en République dominicaine. Dans ce cadre, il s'agit d'organiser ou d'améliorer les espaces de concertation sur les politiques nationales et régionales axées sur le développement rural et l'agriculture familiale. Pour atteindre ce but, l'action sera menée à plusieurs niveaux et en collaboration avec différents acteurs, en s'appuyant sur les atouts de trois organisations: la Fondation PRISMA (Fundación PRISMA [Programa Salvadoreño de Investigación sobre Desarrollo y Medioambiente]), Oxfam et le RIMISP.
10. Le programme poursuit plusieurs objectifs qui concernent le renforcement des institutions du PDRR et de son secrétariat, mais aussi l'intensification de la concertation sur les thèmes importants. Les activités se dérouleront dans les pays suivants: Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine. Les atouts actuels du PDRR sont notamment: son statut de plateforme incontournable d'échanges sur les politiques encadrant l'agriculture familiale et le développement rural; la participation de plusieurs comités nationaux de premier plan représentant les peuples autochtones et les populations rurales; et ses règles de fonctionnement qui favorisent la transparence et la prise de décisions concertées. Le don servira de préférence à renforcer la capacité du PDRR à collaborer avec un nombre d'organisations suffisant pour être représentatif dans tous les pays visés, à rationaliser ses structures et à gagner en efficacité, et à

clarifier l'articulation entre l'élaboration des politiques régionales et nationales et les débats et objectifs pertinents.

11. Le groupe cible se compose des organisations membres du PDRR et, indirectement, des exploitants familiaux de la région qui bénéficieront de l'amélioration des politiques encadrant leur activité.
12. Le programme, dont la durée sera de trois ans, comprendra trois grandes composantes:
 - a) Renforcement des capacités institutionnelles du PDRR et des organisations qui en sont membres. Renforcer le rôle mobilisateur du PDRR et de ses membres et améliorer leur vision stratégique afin qu'ils soient mieux à même d'influer sur le cycle d'élaboration des politiques publiques au niveau régional et à l'échelon national; et aider ces acteurs à promouvoir les politiques publiques relatives à l'agriculture familiale à ces deux niveaux.
 - b) Gestion des savoirs et enseignements. Élaborer une stratégie permettant de recenser, d'analyser et de partager les enseignements dégagés en ce qui concerne les bonnes pratiques en matière de politiques encadrant l'agriculture familiale et l'influence sur les politiques au niveau national.
 - c) Consolidation de la coopération Sud-Sud. Susciter et renforcer les occasions de travailler avec d'autres réseaux régionaux, de dégager des enseignements de leur expérience et d'appliquer leurs stratégies dans le cadre des activités du PDRR et de ses membres. Les partenaires du groupement devraient faciliter ces échanges avec des groupes tels que la REAF, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et le Forum rural mondial (FRM).

IV. Produits escomptés

13. Les avantages de la collaboration avec le PDRR sont multiples. Tout d'abord, et sur un plan très général, la participation à la concertation sur les politiques au niveau national et régional présente l'avantage de contribuer à créer en Amérique centrale et en République dominicaine des conditions favorables pour que les populations rurales pauvres puissent se libérer de la pauvreté. Bien que les petits agriculteurs familiaux ne soient pas les bénéficiaires directs du don, ils tireront indirectement avantage du travail accompli dans la sphère politique. Deuxièmement, et il s'agit d'un effet plus direct, le Secrétariat du PDRR et les organisations nationales qui font partie du réseau seront renforcées.
14. On attend de ce programme les produits suivants:
 - élaboration et mise en œuvre d'un plan visant à renforcer le PDRR et ses membres;
 - formulation et mise en œuvre de plans régionaux et nationaux dans le cadre desquels le PDRR sera en mesure d'influer sur les politiques encadrant l'agriculture familiale, ainsi que sur le cycle d'élaboration des politiques;
 - mise en place d'un système de suivi-évaluation à même de dégager les enseignements concernant le processus d'élaboration des politiques et d'en faire bénéficier les acteurs régionaux et nationaux; et
 - renforcement des relations de coopération entre le PDRR et d'autres réseaux régionaux dont l'activité porte sur les politiques relatives au développement rural et à l'agriculture familiale.

V. Modalités d'exécution

15. La Fondation PRISMA exécutera le programme en partenariat avec Oxfam et le RIMISP. Elle mettra en place des accords de don subsidiaires avec ces partenaires.
16. Depuis sa création, la Fondation PRISMA effectue des travaux de recherche sur les politiques et s'emploie à promouvoir la concertation sur les politiques publiques axées sur le développement rural et l'environnement en El Salvador et au niveau régional. Elle dispose d'un important réseau de partenaires dans chaque pays de la région, et son siège régional est implanté en El Salvador. La Fondation a publié plus de 190 documents sur le développement rural, le changement climatique et l'agriculture familiale. Elle participe également à des forums régionaux et nationaux de concertation sur les politiques comme le Groupe régional de plaidoyer pour l'agriculture familiale et le développement des territoires, qui fait partie des Groupes de concertation sur les questions rurales d'Amérique centrale et de la région andine. Une part importante de son action consiste à faciliter la mise en œuvre des politiques et des projets.
17. Oxfam America apporte sa vaste expérience des méthodologies et des outils destinés à améliorer l'aptitude des acteurs à participer à l'élaboration des politiques et à obtenir des résultats en la matière. Elle est spécialisée dans les questions foncières, l'autonomisation des femmes en milieu rural, la sécurité alimentaire et les moyens d'aider les exploitants familiaux à s'adapter au changement climatique; or nombre de ces thèmes sont au cœur du don proposé. En collaboration avec ses partenaires et ses bureaux dans toute la région, elle a récemment élaboré un programme de diagnostic et une stratégie pour faire face à la sécheresse en Amérique centrale.
18. Le RIMISP s'efforce de susciter un changement institutionnel, économique et social visant avant tout à faire de l'Amérique latine une région plus prospère, plus juste et plus durable. Dans le cadre du don proposé, le RIMISP apportera son expérience de la promotion, du suivi et de l'évaluation de la concertation sur les politiques publiques et de la participation à leur élaboration.
19. Le programme sera supervisé par un comité de pilotage composé de représentants des trois organisations, ainsi que de deux représentants du conseil d'administration du PDRR. Il disposera en outre d'un coordonnateur, qui sera épaulé par le conseiller technique et le directeur financier et administratif du PDRR.
20. Le bénéficiaire du don présentera chaque semestre au FIDA un état de dépenses non vérifié. Il fera en sorte que les comptes du programme soient vérifiés tout au long de la période d'exécution; il fournira à cet effet au FIDA des lettres d'opinion distinctes portant sur les états de dépenses transmis au Fonds, établies en bonne et due forme par des commissaires aux comptes indépendants. Les états de dépenses et les rapports d'audit devront porter sur l'ensemble du programme et présenter un état consolidé des dépenses engagées par le bénéficiaire et, le cas échéant, par les partenaires d'exécution. Toutefois, le bénéficiaire assumera seul, en dernier ressort, la responsabilité de la gestion du produit du don et des rapports financiers adressés au FIDA. En outre, il fera vérifier chaque année sa comptabilité institutionnelle par un commissaire aux comptes indépendant, conformément aux Normes internationales d'audit, et il transmettra au FIDA une copie de ses états financiers vérifiés faisant notamment référence au don du FIDA, dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice budgétaire.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

21. Le coût total de ce programme est estimé à 1 796 336 USD. La contribution du FIDA s'élève à 1 500 000 USD (84% du coût total). Les organisations partenaires (Fondation PRISMA, Oxfam et le RIMISP) apporteront 296 336 USD (16% du coût total).

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
1. Renforcement des capacités institutionnelles du PDRR et des organisations qui en sont membres	993	196	1 189
2. Gestion des savoirs et enseignements	419	83	502
3. Consolidation de la coopération Sud-Sud	88	17	105
Total	1 500	296	1 796

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
1. Traitements et indemnités	120	170	290
2. Consultants	733	50	783
3. Biens, services et intrants	31	48	79
4. Ateliers	422	-	422
5. Formation	52	-	52
6. Frais de voyage et indemnités	33	6	39
7. Frais généraux	109	22	131
Total	1 500	296	1 796

Results-based logical framework

Descripción resumida	Indicadores	Medios de verificación	Supuestos
Objetivo general del proyecto			
Fortalecer la estructura organizativa y la capacidad de incidencia del PDRR y las organizaciones relacionadas con la Agricultura Familiar (AF) Centroamérica y República Dominicana en espacios de diálogo de políticas públicas regionales y nacionales.	<p>Al finalizar el Programa:</p> <ul style="list-style-type: none"> El PDRR se convierte en referente en temas de agricultura familiar frente a tomadores de decisión sobre la formación de políticas públicas tanto al nivel nacional como regional 	<ul style="list-style-type: none"> El PDRR está presente en las memorias de las reuniones de CAC y otros organismos nacionales y regionales vinculados con la agricultura familiar. Documentos de propuestas de instrumento de política pública favorables a la AF. Sistema de Monitoreo, Evaluación y Aprendizaje (MEL) 	<ul style="list-style-type: none"> Prioridades de los gobiernos en favor de la AF se mantienen
Resultados esperados			
R.1a Las capacidades institucionales (técnicas y de funcionamiento), de liderazgo y visión estratégica del PDRR, los Espacios Nacionales y otros actores de la AF se han fortalecido permitiéndoles influir a nivel nacional y de SICA en el diálogo y capacidad propositiva en el ciclo de las políticas públicas en AF	<p>Mecanismos e instrumentos del PDRR/Espacios Nacionales fortalecidos de acuerdo con Protocolos^{1/} desarrollados para influir en el ciclo de las políticas públicas en el marco del proyecto para el III trimestre del II año del proyecto</p> <ul style="list-style-type: none"> Una línea de base y análisis situacional sobre capacidad institucional, liderazgo, visión estratégica terminada Formulación e implementación del Plan de Fortalecimiento de PDRR y el PDRR incorpora a nuevas organización en su membresía^{2/} Formulación e implementación del Plan de Capacitación en incidencia, liderazgo y visión estratégica para la membresía del PDRR/Espacios Nacionales y otros actores^{3/} Formulación del Plan Regional de influencia en el ciclo de políticas públicas del PDRR y la formulación y acompañamiento participativo de los Planes Nacionales de Incidencia en AF^{4/} 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluación institucional de desempeño del PDRR, la Secretaría Ejecutiva del PDRR y los Espacios Nacionales Informe de línea base, Documentos del Planes y actas de entrega de documentos, Bitácoras de asistencia a las capacitaciones, Comprobantes administrativos, Fotos y videos de talleres 	<ul style="list-style-type: none"> Protocolo se refiere a los mecanismos mejorados (técnicos, funcionamiento, visión estratégica, representatividad, participación, transparencia, revisión de cuentas, metodologías de incidencia, planificación, organización, capacidad propositiva entre otras) que son formuladas para la mejora de incidencia del PDRR/Secretaría ante el CAC y otros actores relevantes.
R.1b El PDRR/Espacios Nacionales y otros actores promueven el diálogo de políticas públicas en AF a nivel nacional y regional	<p>Las iniciativas de diálogo de políticas públicas a nivel regional y nacional incidieron en la aplicación de Buenas Prácticas en AF en la membresía del PDRR/Espacios Nacionales/otros actores para el III trimestre del III año de proyecto</p> <ul style="list-style-type: none"> 2 reuniones anuales del PDRR con el CAC asistidas^{5/} 3 Asambleas regionales del PDRR facilitadas y 36 asambleas de los Comités Nacionales asistidos^{6/} Representantes del PDRR participan en 3 espacios de diálogo de la AF a nivel internacional 	<ul style="list-style-type: none"> Informe de Evaluación de BP en AF en la membresía de PDRR/Espacios Nacionales y otros actores Memorias de reuniones y bitácoras de asistencia, Comprobantes administrativos, Fotos y videos de reuniones 	<ul style="list-style-type: none"> La membresía del PDRR/Espacios Nacionales/otros actores están dispuestos a la adopción de BP Existe voluntad política del sector gubernamental y privado de apoyar la promoción e implementación de BP en AF a nivel nacional y región. Hay interés de la cooperación internacional y gubernamental de apoyar con recursos técnicos y financieros para la implementación de iniciativas de BP

¹ Protocolo se refiere a los mecanismos mejorados (técnicos, funcionamiento, visión estratégica, representatividad, participación, transparencia, revisión de cuentas, metodologías de incidencia, planificación, organización, capacidad propositiva entre otras) que son formuladas para la mejora de incidencia del PDRR/Secretaría ante el CAC y otros actores relevantes.

² 8 organizaciones nuevas de AF afiliadas al PDRR (una por país)

³ 100 mujeres, 50 hombres y 50 jóvenes (de ambos sexos) capacitadas ocupan puestos de toma de decisión en el PDRR/Espacios Nacionales/otros actores

⁴ 1 Plan Regional implementado y 8 Planes Nacionales de incidencia en AF implementados

⁵ 6 reuniones implementadas entre PDRR-CAC

⁶ 100% de las asambleas regionales del PDRR fueron facilitadas por PRISMA, implementadas durante el II trimestre de cada año del proyecto; 75% de las asambleas de los Comités Nacionales implementadas para el IV trimestre del III año de proyecto

Descripción resumida	Indicadores	Medios de verificación	Supuestos
<p>R.2 El PDRR/Espacios Nacionales y los actores de la AF promueven a nivel nacional y regional, las lecciones aprendidas sobre políticas públicas y la estrategia de influencia en el sector agrícola que han generado las buenas prácticas del dialogo e incidencia política</p>	<p>Mecanismos implementados por PDRR/Espacios Nacionales/otros actores, para la promoción de lecciones aprendidas y buenas prácticas en aplicación de políticas públicas en el sector de AF para el IV trimestre del II año del proyecto</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Una estrategia de gestión del conocimiento y comunicación desarrollada e implementada^{7/} ▪ Un sistema de seguimiento y evaluación de diálogo de políticas desarrollada e implementada ▪ Asesoría especializada de alto nivel para la incidencia en el desarrollo de políticas públicas en AF a nivel regional y nacional^{8/} ▪ Elaboración de propuestas de políticas públicas favorables a la AF lideradas por el PDRR/Espacios Nacionales en conjunto con otros actores^{9/} ▪ Implementación y difusión de 6 investigaciones / estudios relacionadas al tema de AF a solicitud del PDRR en función de sus prioridades ▪ 10 auto reflexión locales que rescatan los saberes y procesos de las organizaciones sobre la AF realizadas para empoderamiento y autoestima interna 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informe de Evaluación intermedia y final del proyecto ▪ Documentos (de la Estrategia, Sistema de Seguimiento y Evaluación, y Publicaciones), Actas de entrega de documentos, Comprobantes administrativos, Fotos y videos de talleres y casos de auto reflexión 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La membresía del PDRR/Espacios Nacionales/otros actores logran identificar y capitalizar las BP para la incidencia en políticas públicas ▪ Existe voluntad política del sector gubernamental y privado de apoyar la incidencia de las BP en AF a nivel nacional y región para la formulación de propuestas que mejore el impacto de las acciones en AF para las poblaciones en pobreza y extrema pobreza.
<p>R.3 El PDRR consolida alianzas de cooperación (Sur-Sur y otras) con redes/plataformas de AF</p>	<p>Al menos dos convenios de cooperación (REAF, FRM, CELAC, otras) para el PDRR negociados y firmados</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Un documento diagnóstico de las plataformas de diálogo rural existentes en la región desarrollada ▪ Un seminario/taller de trabajo con participación del PDRR, representantes de organizaciones participantes del REAF, CFS el FRM y otros potenciales espacios de diálogo facilitado. ▪ Representantes del PDRR participan en al menos 2 actividades internas de la REAF, el FRM, CELAC y/u otro espacio regional de diálogo. ▪ Elaboradas rutas críticas para la implementación de los convenios establecidos y actividades facilitadas de formación e intercambio derivadas de dichos convenios 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informes de cumplimientos de acuerdos de convenios de cooperación ▪ Documentos (de diagnóstico, convenios, Rutas Críticas), Actas de entrega de documentos, Comprobantes administrativos, Fotos y videos de actividades 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diálogo internacional sobre AF se mantiene activo

⁷ Incluye el diseño y asistencia técnica a la implementación del sistema de Monitoreo, Evaluación y Aprendizaje (MEL) para la membresía del PDRR; el diseño y mejora del sitio web, Información en los sitios Web de las organizaciones del PDRR y de las organizaciones del Consorcio y medios masivos de comunicación sobre resultados de estudios y del proyecto divulgada

⁸ Incluye análisis de los procesos de diálogo de políticas específicas y recomendaciones para futuros pasos y procesos de diálogo

⁹ 6 propuestas de políticas públicas favorables a la AF formuladas